

Info Marne

« Seul, on subit. Ensemble, on résiste. Organisés, on gagne ! »

SOMMAIRE (cliquez sur l'article)

Édito : Toujours les mêmes qui paient, toujours les mêmes qui trinquent !.....	1
Reims - Grande manifestation Départementale le 29 septembre à 10H,...	2
Châlons-en-Champagne : Hôpital Léon Bourgeois- Un audit tendancieux.....	2
TI Automotive : encore des emplois sacrifiés !	2
Reims- Transports urbains : une négociation enlisée.....	3
Châlons-en-Ch. - 21 septembre - Journée mondiale de la Paix- Stop les guerres !	3
À lire ou relire, ce poème de Jacques PRÉVERT écrit en 1933... D'une stupéfiante actualité.....	4
« Les rats quittent le navire » : la procédure qui fait pschitt !.....	4

Édito : Toujours les mêmes qui paient, toujours les mêmes qui trinquent !



Sébastien LECORNU vient de dévoiler les grandes lignes de son projet de budget pour 2027 : il annonce 54 milliards d'euros d'économies !

Il demande une nouvelle fois aux salariés, aux retraités, aux agents des services publics et à tous les assurés sociaux de payer l'addition.

Ces mots d'ordres sont : gel, économies, restrictions budgétaires.

Tous ces mots d'ordres antisociaux, gel du point d'indice des fonctionnaires, économies sur les prestations sociales, efforts imposés au ministère du Travail et à la Sécurité sociale, ces annonces gouvernementales s'inscrivent dans une logique de réduction des dépenses publiques au détriment des besoins de la population.

Ce sont nos salaires, nos conditions de travail, nos droits et notre protection sociale qui sont directement concernés.

Ce budget ressemble fortement aux orientations défendues durant les journées d'été du Medef qui veut réduire les cotisations patronales, voire salariales, contenir les salaires et faire peser l'effort sur les travailleurs et dans le même temps toucher des aides publiques et capter les richesses créées par notre travail.

Nous rappelons que 211 milliards d'euros d'aides publiques sont accordés chaque année aux entreprises, tandis que les dividendes versés au premier semestre 2026 ont dépassé 70 milliards d'euros.

Pourtant, c'est notre travail qui crée les richesses. Ce que nous revendiquons est simple, des salaires qui permettent de vivre dignement, des emplois de qualité, de meilleures conditions de travail, des retraites protégées et des services publics à la hauteur des besoins.

Il faut arrêter de nous opposer les uns aux autres. Salariés du public et du privé, actifs et retraités, nous avons les mêmes intérêts à défendre. Affaiblir les services publics ne fera pas progresser les salaires du privé. Bloquer les rémunérations ne résoudra pas les difficultés de recrutement et ne répondra pas aux besoins de la population.

Aujourd'hui, tous les ingrédients sont réunis pour construire une mobilisation d'ampleur. Le 29 septembre 2026 doit être un point de rassemblement et de rapport de force. Nous appelons les salariés à se mobiliser, dans les services publics comme dans les entreprises du privé.

Organisons les assemblées générales, débattons de nos revendications et construisons la grève ! ([Voir le clip de la CGT santé et action sociale](#))

Ghislain BRIDE, secrétaire général de l'Union Départementale CGT de la Marne



25 septembre 2026
#161

**Union Départementale
des syndicats CGT de la Marne**

15, boulevard de la Paix
BP 11215

51058 Reims Cedex

Tél. 03 26 88 23 04

udcgt51@laposte.net

www.udcgt51.fr



Appel à la grève interprofessionnelle, le 29 septembre, faisons entendre notre colère et nos revendications !

Nous sommes toutes et tous concernés par la baisse de notre niveau de vie et par un reste à vivre toujours plus faible. Pendant que le coût de la vie et la consommation augmentent, les salaires, les pensions et les minima sociaux ne suivent pas.

MOBILISONS-NOUS :

- POUR l'augmentation des salaires, des pensions et des minima sociaux ;
- POUR préserver et renforcer nos conditions de travail ;
- POUR une protection sociale solidaire et de qualité ;
- POUR défendre nos services publics et nos droits ;
- POUR que chacun puisse vivre dignement de son travail ou de sa pension.

Le 29 septembre, ne restons pas isolés !

La baisse du pouvoir d'achat, la dégradation de nos conditions de travail et les attaques contre notre protection sociale nous concernent toutes et tous.

Le 29 septembre : toutes et tous en grève, public, privé, actifs, retraités, privés d'emploi...

ENSEMBLE, faisons entendre notre voix !

ENSEMBLE, défendons nos droits !

ENSEMBLE, exigeons une vie digne pour toutes et tous !

MANIFESTATION DÉPARTEMENTALE

LE 29 SEPTEMBRE, MOBILISONS-NOUS !

RENDEZ-VOUS À 10 H 00

Maison des syndicats - 15 Bd de la Paix - 51100 REIMS.

Reims - Grande manifestation Départementale

*Le 29 septembre à 10H, Maison des
syndicats, 15 boulevard de la Paix
Tous à la manif !*

Les agents de la fonction publique seront en grève et manifesteront le 29 septembre à l'appel de tous les syndicats. Ils revendiquent de meilleurs salaires, de meilleures conditions de travail et davantage de moyens humains, financiers et matériels, pour assurer les missions de service public. Pompiers, soignants, enseignants, et toutes celles et ceux qui assurent des missions de service public sont appelés à manifester. Mais cette journée d'action ne concerne pas que les fonctionnaires car dans le secteur privé aussi, augmenter les salaires, préserver l'emploi et améliorer les conditions de travail sont une priorité.

Dans la Marne, l'Union Départementale CGT a décidé d'appeler l'ensemble des salariés du privé, comme du public à la mobilisation.



Le 29 septembre, tous et toutes en grève et tous à la manif ! Public, privé, actifs, retraités, privés d'emplois, tous ensemble, faisons entendre notre voix, défendons nos droits, exigeons une vie digne pour toutes et tous !

Châlons-en-Champagne :

*Hôpital Léon Bourgeois - Un audit
tendancieux*

Le 16 septembre, la direction a présenté les conclusions de l'audit de l'ANAP, « Agence Nationale d'Appui à la Performance sanitaire et médico-sociale » (tout un programme...).

Au-delà des éléments de langage technocratiques, les recommandations sont claires : dès octobre, regroupement de services, fermetures de lits, redéploiement forcé des personnels. Et dans un second temps, restructuration des services de soins, pression sur les services médico - techniques,

suppressions de postes et mutualisations dans les services administratifs, techniques et logistiques...

L'objectif est de réduire la durée des séjours des patients, d'atteindre une flexibilité maximale des personnels et une adaptation des capacités à la baisse des moyens tout en imposant des économies sur le dos des personnels.



La CGT rappelle que rien n'impose d'appliquer aveuglément les préconisations d'une agence d'audit. Elle revendique le rejet des mesures de régression sociale contenues dans ce rapport, le gel immédiat du calendrier d'application, la transparence totale sur les projets de réaffectation, le comblement du déficit, l'ouverture de réelles négociations sur les conditions de travail.

[\(Lire le tract « L'austérité érigée en modèle de gestion : la CGT dit non à la casse des conditions de travail et de l'offre de soins ! »\)](#)

TI Automotive :

encore des emplois sacrifiés !

Lors du CSE du 17 septembre, la direction de l'équipementier automobile a annoncé la mise en place de restrictions budgétaires jusqu'à la fin de l'année. Conséquence directe : les contrats des dix salariés CDD en poste à Châlons-en-Champagne ne seront pas renouvelés. Pourtant ces collègues travaillent sur le site depuis parfois plusieurs années, ont été formés et participent pleinement aux activités de l'entreprise. Aujourd'hui, ces salariés sont sacrifiés pour de prétendues restrictions budgétaires alors même que TI Automotive dispose de plus de 100 millions d'euros de trésorerie.



La direction a également annoncé que le groupe envisageait de supprimer 300 emplois en Europe, mais elle n'a apporté aucune réponse précise quant au site de Châlons-en-Champagne. Pourtant en un an, le site a déjà perdu 38 postes.

Depuis le rachat de TI Automotive par le groupe canadien ABC Technologies, les effectifs n'ont cessé de diminuer alors que les cadences n'ont cessé d'augmenter. À cela s'ajoutent les 23 ruptures conventionnelles enregistrées depuis le début de l'année. Un objectif invoué ferait état de 30 à 35 suppressions de postes pour le site de Châlons-en-Champagne.

La CGT demande l'organisation immédiate d'une réunion d'information du personnel pour que chacun puisse connaître la situation réelle du site et les intentions de la direction. La CGT refuse le licenciement des dix CDD et envisage la mobilisation des salariés sur le site de Châlons-en-Champagne. ([Lire le tract de la CGT Automotive : « encore des emplois sacrifiés ! »](#))

Reims- Transports urbains : *une négociation enlisée*

Dans les transports urbains rémois, le conflit sur les salaires perdure. La seule responsable est la direction locale, mise sous tutelle du groupe Transdev, et incapable de tenir les engagements pris lors des NAO (Négociations Annuelles Obligatoires).

Avec sa proposition de 1,3 % d'augmentation, la direction campe sur sa position de maintenir les salaires sous le niveau général de l'inflation qui s'élève à 2,4 % à fin août.



La CGT revendique une augmentation équivalente à celle de l'inflation, de façon à garantir a minima le maintien du pouvoir d'achat face à la flambée des prix du carburant, conséquence de la guerre menée par TRUMP et NETANYAHU.

Cette revendication est partagée par toutes les organisations syndicales représentatives au niveau de la branche des transports urbains, ainsi que par

celles qui siègent au comité de groupe France de Transdev.

La grève est donc inéluctable, sur la base du cahier revendicatif déjà adressé à la direction, et qui comporte aussi la réintégration du collègue abusivement licencié suite à une agression dans le cadre de son travail.

([Lire le tract du syndicat des transports urbains rémois : « La bataille des salaires »](#))

Châlons-en-Champagne : **21 septembre - Journée mondiale** *de la Paix - Stop les guerres !*

À l'occasion de la Journée internationale de la paix, près de 80 personnes se sont retrouvées le 21 septembre au kiosque du Grand Jard, à l'appel de la CGT.

Des représentants des différents partis de gauche locaux ont successivement pris la parole pour rappeler l'urgence de faire entendre la voix de la paix face à la multiplication des conflits et leur montée en puissance.



Le secrétaire général de l'Union locale CGT de Châlons-en-Champagne a conclu le meeting en réaffirmant qu'il ne peut y avoir de progrès social durable sans paix.

Tous ont dénoncé la politique « va-t-en-guerre » de Macron, qui contribue à alimenter des conflits faisant des milliers de victimes civiles et qui coûte des milliards au pays, ainsi que la politique de l'autruche du gouvernement concernant la situation à Gaza et la politique menée par Israël.

La soirée s'est ensuite poursuivie avec les concerts de chanteurs locaux, Massa & Stef, accompagnés d'une restauration solidaire dont les bénéfices étaient destinés à l'association RESF (Réseau Education Sans Frontière).

À lire ou relire, ce poème de
Jacques PRÉVERT écrit en 1933...
D'une stupéfiante actualité

14 JUILLET...

Amusez vous...

Faites les fous

La vie passera comme un rêve...

CAMARADES écoutez-nous !

Aujourd'hui c'est le 14 juillet

Aujourd'hui vous avez le droit de danser

Demain c'est le 15 juillet le terme des loyers

C'est la fête nationale ...pour les propriétaires !!!

Passez la monnaie

On ne danse pas souvent mais on paie tout le temps

Chaque jour les salaires baissent

Et le coût de la vie augmente

Les impôts si lourds pour les petits

Les impôts si légers pour les gros

Nous danserons devant le buffet

Les huissiers emportent les buffets

On ne sait plus sur quel pied danser

Nous danserons sur le pied de guerre

Puisque les crédits sont votés 10 milliards, 10 000

millions de francs en plus pour la guerre !!

Nous danserons aux pas cadencés

La valse bleu horizon

Nous danserons sur nos moignons

Pour les marchands de canons

Et puis quand on sera sous terre

Ce sera le moment de se taire...

Disparus, ni vus ni connus

À qui le tour d'être le poilu inconnu ?

Demain les lampions seront éteints...

Et l'année prochaine ce sera la même rengaine

Amusez-vous faites les fous

Mais l'année prochaine ...

ce sera peut-être l'année de la prochaine...?

L'année prochaine ?

Où serez-vous ?

Morts peut-être !!

Le voulez-vous,

Non ! Et ben alors ! défendez-vous !!



« Les rats quittent le navire » :
la procédure qui fait pschitt !

Après avoir saisi la justice, Sophie DE MENTHON, responsable d'un lobby patronal financé par Charles Edouard STERIN, milliardaire d'extrême-droite exilé fiscal en Belgique, a piteusement retiré sa plainte en diffamation contre Sophie BINET.

« Les rats quittent le navire » avait déclaré la secrétaire générale de la CGT, afin de dénoncer le chantage à la délocalisation d'un certain nombre de patrons Français.



Cette instrumentalisation du service public de la justice est scandaleuse. La justice a mieux à faire que de subir cet encombrement des tribunaux. La CGT a demandé à Sophie DE MENTHON le remboursement intégral de ses frais de procédure.

Cette affaire s'inscrit dans un contexte de répression syndicale qui vise toute la CGT. Des centaines de militants sont confrontés à des procédures judiciaires ou patronales dans le cadre de leurs activités syndicales. On n'a pas oublié la longue procédure qui a visé Sabine DUMENIL, secrétaire générale de l'UD de la Marne, et qui s'est soldée par la défaite cinglante de la plaignante devant les tribunaux.

Sophie BINET elle-même fait l'objet d'une autre plainte émanant de l'entreprise Tefal pour avoir dénoncé la répression syndicale au sein de l'entreprise.

La CGT appelle le gouvernement à légiférer sans attendre pour interdire les procédures bâillon et protéger les libertés syndicales.

[\(Lire le tract de la CGT « les rats quittent le navire » : après avoir saisi le justice, Sophie de Menthon retire sa plainte contre Sophie Binet\)](#)